



Contexte et problème de gestion des ressources naturelles

1994 : loi forestière camerounaise, partage du massif forestier national:

- le DFP : destiné à rester boisé, classé ou concédé à des acteurs privés
- le DFNP : support des activités villageoises notamment agricoles

1996 : création du Centre Industriel et Forestier de Mindourou (CIFM) par la société française Pallisco

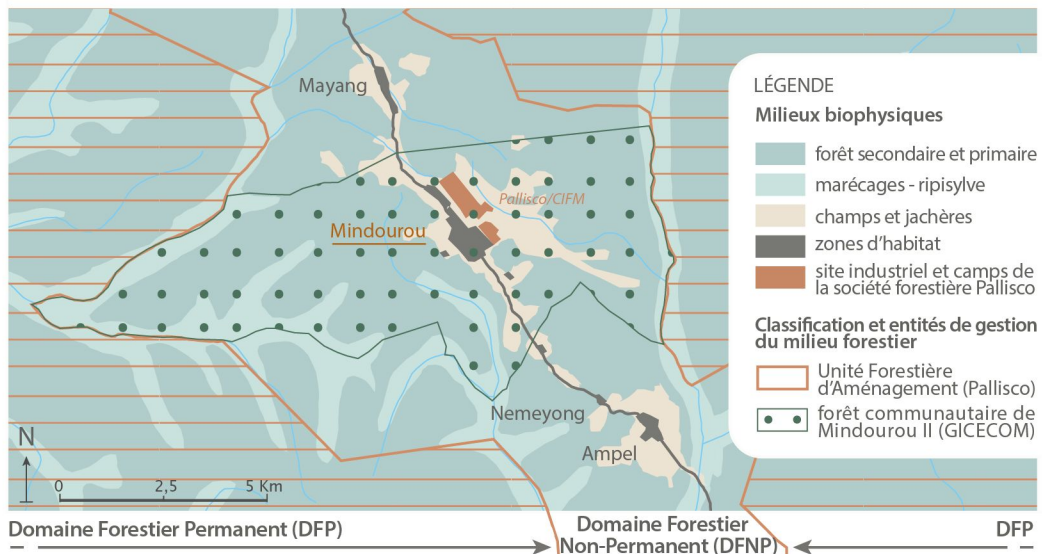
2008 : classement du territoire semi-urbain en Forêt Communautaire ; gestion de la ressource ligneuse transférée au Groupement d'Initiative Commune Econome de Mindourou (GICECOM)

Dès 2000 : flux de migrants ouvriers → extension non-contrôlée de la couronne agricole (auto-consommation et vivrier marchand) au détriment du couvert boisé de la Forêt Communautaire de Mindourou II

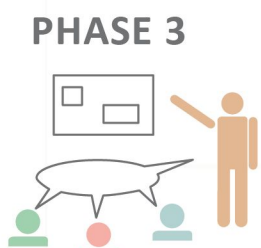
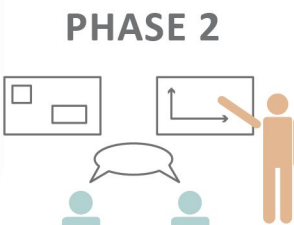
Dès 2004 : décentralisation, transfert de compétences en matière d'aménagement du territoire aux communes chargées d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans d'occupation des sols

À Mindourou, l'accès au foncier est encore déterminé par la coutume et le droit de hache (ou du premier occupant)

➤ Question initiale ayant permis d'amorcer le processus ComMod : « Quel avenir pour le territoire de Mindourou et sa forêt ? »



Le processus ComMod initié à Mindourou



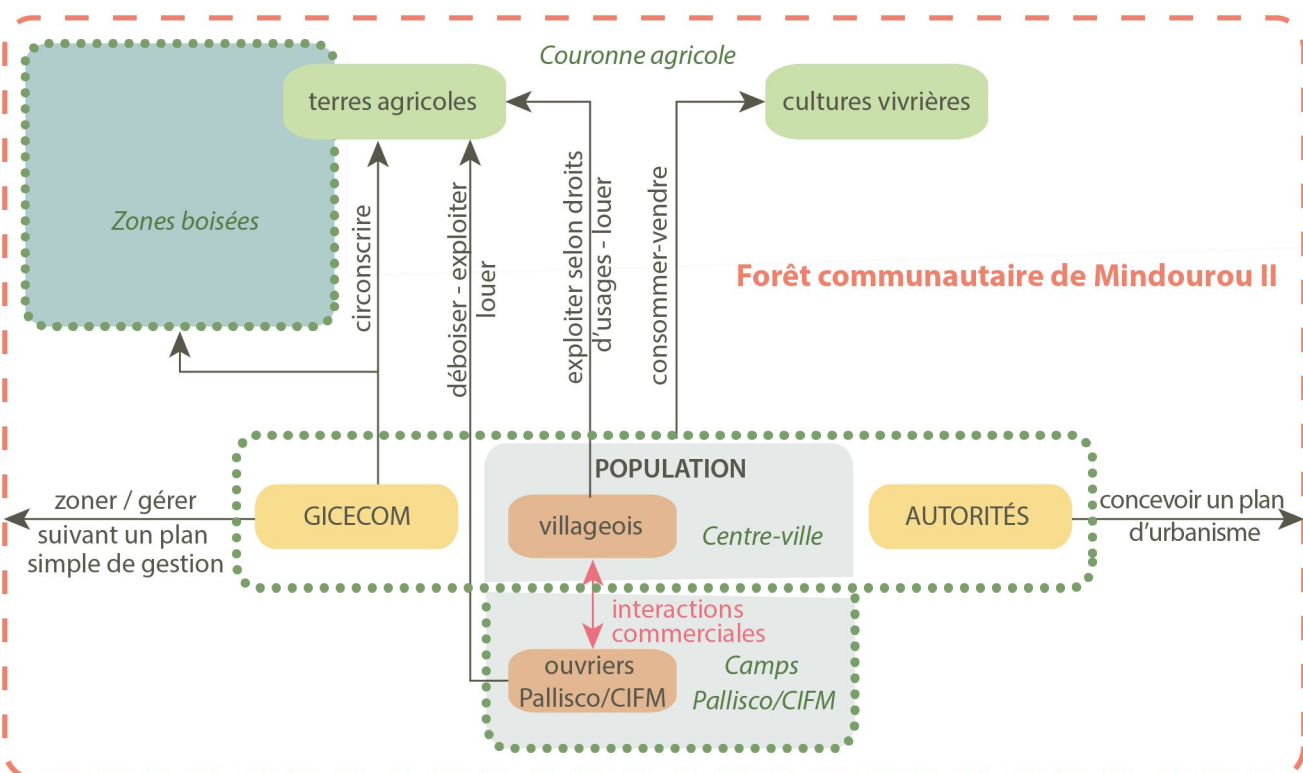
Observation participante, bibliographie, entretiens individuels et collectifs  
Échantillon : ~ 100 aînés de personnes  
Durée : 2,5 mois  
➤ 1ère appréhension du socio-écosystème, de ses dynamiques et groupes sociaux

Analyse ARDI (identification des Acteurs, Ressources, Dynamiques et Interactions animant le système) au cours d'ateliers collectifs tenus avec 2 arènes différentes  
Échantillon : 13 autochtones / 10 épouses d'ouvriers migrants  
➤ co-construction distincte de diagrammes et de plusieurs versions de modèles conceptuels dans le but de représenter de manière simplifiée le socio-écosystème au regard d'un problème évoqué par les différents acteurs

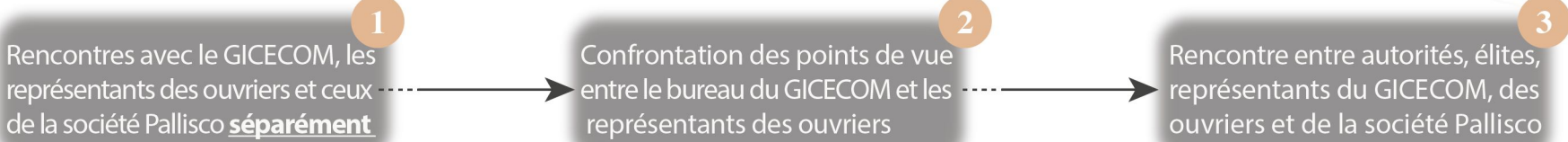
Médiation sur le problème du développement de l'activité agricole et de la gestion du foncier sur le territoire de la forêt communautaire de Mindourou II  
Échantillon : ~ 40 élites et élus locaux, représentants du GICECOM, des ouvriers migrants et de la société Pallisco mobilisés successivement  
➤ prémices d'une plateforme de concertation multi-acteurs



Résultats intermédiaires : modèle conceptuel & initiation d'une plateforme de concertation



Absence de communication entre le GICECOM qui déplore le manque de moyens pour contrôler l'exploitation de la ressource ligneuse, les autorités élues et nommées qui refusent de lui reconnaître une légitimité à intervenir sur le territoire et les ouvriers migrants de la société Pallisco accusés d'être à l'origine du problème.



Un élargissement progressif du niveau de connaissances partagées concernant les enjeux et les implications du problème a été permis grâce au partage de points de vue variés et à la mobilisation opportune de compétences techniques et réglementaires au sein des différentes arènes d'acteurs (délégué agricole, chef de poste forestier, responsable du service de l'urbanisme à la commune).

Premiers résultats :

- Reconnaissance par les représentants des autochtones et des migrants d'une responsabilité partagée concernant l'altération du couvert boisé
- Reconnaissance par les institutions locales de la pertinence d'une concertation sur la gestion du foncier en forêt communautaire dans un contexte national d'incitation à l'immatriculation foncière et à l'adoption des cultures de rente pérennes (cacao)
- Engagement des responsables des ouvriers au respect des limites de la forêt communautaire dès leur matérialisation sur le terrain
- Engagement du GICECOM à l'ouverture de son bureau aux membres des autres communautés vivant sur le territoire de Mindourou

Discussion & perspectives sur la démarche

- Effets de la démarche :
- concertation sur des enjeux communautaires dans un contexte de conflit hérité et latent
  - création de conditions favorables à une collaboration entre des parties-prenantes aux intérêts divergents
  - émergence d'une demande locale en faveur d'un processus d'accompagnement (acquisition d'une légitimité d'intervention ?)

- Prochaines étapes :
- 1 - assurer la transmission des connaissances accumulées sur les rouages du système afin de permettre une reprise du processus par le partenaire camerounais
  - 2 - établir un dispositif de suivi-évaluation pour (i) appréhender les effets réels du processus ComMod amorcé dans le cadre du projet de recherche CoForTips et (ii) limiter les risques de réappropriation/détournement de ce processus